

Modèle d'arrêté d'astreinte au titre de l'article L 481-1 du code de l'urbanisme issu de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

(≠ astreinte prononcée par une juridiction pénale saisie d'une infraction aux règles d'urbanisme au titre de l'article L 480-7 du code de l'urbanisme)

En-tête mairie

Vu l'article L 2212-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 481-1, L 481-2 et L 481-3,

Vu les articles L 121-1 et L 121-2 du code des relations entre le public et l'administration,

Vu le procès verbal établi le ... par ... en vertu des dispositions de l'article L 480-1 du code de l'urbanisme,

Vu le courrier de procédure contradictoire en date du... (cf. récépissé de LRAR ou décharge si remise en main propre)

Vu les observations formulées suite à la procédure contradictoire en date du... (le cas échéant) / l'absence d'observations suite à la procédure contradictoire en date du...

Considérant que... (dans un ou plusieurs considérants, détailler : 1) la nature de l'infraction en matière d'urbanisme, 2) la gravité de l'atteinte portée à la règle d'urbanisme, 3) l'importance de mener des travaux de régularisation)

Arrête

Article 1 :

M/Mme/la société X est **mis·e en demeure** :

1) ... de procéder aux opérations nécessaires à la mise en conformité de la construction / de l'aménagement / de l'installation / des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée

2) ... de déposer une demande d'autorisation ou une déclaration préalable visant à leur régularisation (dans l'hypothèse d'une absence de déclaration/autorisation et lorsqu'il est possible d'obtenir une régularisation administrative)

Article 2 :

À l'expiration du délai imparti par la présente mise en demeure, soit le ... (date)*, une **astreinte** d'un montant de ... (maximum 500 euros par jour de retard passé le délai laissé par la mise en demeure) sera due (assortir la mise en demeure d'une astreinte est recommandée pour assurer son efficacité ; il s'agit toutefois d'une faculté ; il est possible de prononcer l'astreinte après le délai de mise en demeure)

Alternative : Aux termes de l'article L481-3 du code de l'urbanisme, il est également possible d'obliger l'auteur de l'infraction à **consigner** entre les mains d'un comptable public (receveur municipal, trésorier, trésorier principal) une **somme équivalente au montant des travaux de mise en conformité à réaliser**

Article 3

Le recouvrement de l'astreinte est engagé par trimestre échu en application des dispositions de l'article L 481-2 du code de l'urbanisme. Le montant total recouvré ne peut excéder 25 000 euros.

Alternative : la somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'avancée de mise en conformité

Article 4

(Hypothèse d'une astreinte) L'astreinte court jusqu'à ce que le contrevenant ait justifié par tous moyens auprès de l'autorité administrative de l'exécution des opérations nécessaires à la remise en état de la parcelle en cause

Article 5

Copie en sera transmise sans délai au Préfet du département ainsi qu'au Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de... à la gendarmerie de... à la Trésorerie de...

Article 6

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou contre décharge aux bénéficiaires des travaux susvisés.

Article 7

Dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification, les destinataires du présent arrêté peuvent présenter un recours administratif auprès de l'autorité signataire ou saisir le tribunal administratif de ... d'un recours contentieux.

Signé : Le Maire/ Le Président de l'EPCI,

*(délai à déterminer en fonction de la nature de l'infraction constatée et des moyens d'y remédier ; possibilité de prolongation pour une durée qui ne peut excéder 1 an, pour tenir compte des difficultés que rencontre l'intéressé pour s'exécuter)